

Recherches sociographiques



La couronne de Laurier

Carman Miller

Volume 30, Number 1, 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056409ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056409ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Miller, C. (1989). La couronne de Laurier. *Recherches sociographiques*, 30(1), 91–100. <https://doi.org/10.7202/056409ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1989

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

LA COURONNE DE LAURIER

Carman MILLER
(traduction de J.-J. Simard)

Réal BÉLANGER, *Wilfrid Laurier. Quand la politique devient passion*, Québec et Montréal, Les Presses de l'Université Laval/ Les Entreprises Radio-Canada, 1986, 484 p.

Quel que soit l'angle sous lequel on l'aborde, la carrière politique de Wilfrid Laurier reste exceptionnelle. Quarante-huit ans député, il en passera quarante-cinq aux Communes, trente-deux à titre de chef du Parti libéral du Canada et quinze comme Premier ministre. Catholique francophone, il prend la direction d'un parti surtout implanté en Ontario protestant et anglophone, à un moment où le pays est tourmenté par d'intenses conflits religieux et culturels. Neuf ans plus tard, le voici Premier ministre, jouissant d'un large mandat national appuyé sur de solides assises québécoises. C'est sous son règne que le Canada passe aux rangs des sociétés modernes, urbaines, industrielles et cosmopolites. La chute de Laurier sera aussi dramatique que son ascension aura été spectaculaire : il sera défait en 1911 par le concours de gens qui lui devaient en partie leur propre réussite — comme Clifford Sifton, Henri Bourassa ou Armand Lavergne — par une prospérité, aussi, et un nationalisme que son gouvernement avait largement parrainés, et par l'hydre des incompréhensions et des préjugés ethniques ou religieux qu'il s'était fait fort de dompter, sans parvenir à l'abattre. Au jour de sa mort, en février 1919, alors qu'il avait soixante-dix-sept ans et dirigeait toujours les libéraux, la Crise de la conscription venait de déchirer le pays et de faire éclater la fragile unité de son parti : l'œuvre de sa vie semblait en ruines. En son temps, pourtant, Laurier fut peut-être le plus populaire Premier ministre que le

Canada n'ait jamais connu — un personnage de légende adulé par ses partisans, respecté par ses adversaires : quelque chose comme une institution nationale.

Compte tenu de son importance, on ne peut pas dire qu'il ait beaucoup attiré les savants biographes. * À part le livre que vient de publier Réal Bélanger, le seul autre ouvrage fouillé dont on dispose est celui de O. D. SKELTON, *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier* (1921), une biographie officielle signée par un universitaire certes réputé (et futur haut-fonctionnaire), mais également fervent admirateur de son sujet. Skelton a forgé les traits fondamentaux d'une image résistante que des auteurs à grand tirage comme Joseph Schull et L.-O. David (lui-même indéfectible compagnon de Laurier) se chargeront de populariser. (L.-O. DAVID, 1919 ; J. SCHULL, 1965 ; B. ROBERTSON, 1971.) Sir Wilfrid, tel un sire Galaad, devient sous leur plume un chevalier sans peur et sans reproche, investi de la mission de pourfendre le dragon du chauvinisme et des préjugés pour ensuite ériger, sur les pierres angulaires de la Justice, de l'Égalité et de la Tolérance, le château de l'unité nationale canadienne.

Il y a d'autres versions, bien sûr. Le perspicace et volubile rédacteur en chef du *Winnipeg Free Press*, John Westley Dafoe (encore un ancien ami et adversaire) trouvera, pour sa part, Laurier plus proche de Machiavel que de Galaad : politicien rusé et calculateur, sans convictions fermes, il aurait surtout excellé dans l'art de naviguer en gardant le cap sur le pouvoir. (J. W. DAFOE, 1922 : 24.) Quant au jugement des historiens québécois de l'école nationaliste, il sera encore plus sévère. Le rejet du « lauriérisme », ce crédo centraliste qui « avait fait son œuvre de désintégration, œuvre funeste que le réveil nationaliste n'avait qu'incomplètement enrayée », était au centre de la philosophie politique de l'abbé Lionel Groulx, historien éloquent et combien influent. (L. GROULX, 1971 : 296.) À l'exemple du jeune Henri Bourassa, Groulx reconnaissait chez Laurier un homme aussi charmant que prudent, plus intelligent que courageux, un marchand de compromis qui n'était que trop dispos à brader les droits des Canadiens français contre le pouvoir. (L. GROULX, 1970 : 323-324.) Sous l'œil de Groulx — plus spécifiquement de ses disciples — le Laurier machiavélique cède le pas à « l'Oncle Tom » ou au Roi nègre (ce parvenu en serait même venu à parler français avec l'accent anglais !).

L'étude de Bélanger rompt à la fois avec les admirateurs et les détracteurs du Premier ministre pour en esquisser un portrait plus équilibré, tout en nuances, et par là, plus crédible : moins celui d'un déraciné-prodige que celui d'un produit des circonstances, tant familiales que conjoncturelles.

* R. CLIPPINGDALE (1979) se concentre principalement sur les années où Laurier fut Premier ministre : il s'adresse aussi au grand public. De même, H. B. NEATBY (1973) s'arrête d'abord aux efforts qu'il consacra aux affaires québécoises, comme l'indique le titre.

Issu d'une modeste famille dont le père et le grand-père avaient activement soutenu les partis patriote et rouge, Laurier hérita d'un intérêt naturel pour la chose politique. Fraîchement ouvert et en pleine croissance au moment de sa naissance, son coin de pays de Saint-Lin, avec ses 2 257 habitants à dominance canadienne-française et sa poignée d'immigrés britanniques, offrait maintes occasions de mobilité socio-économique aux énergies doublées d'ambition. Le père de Laurier, un arpenteur talentueux, bilingue, sachant lire et écrire, et lui-même porté à viser haut, verra à ce que son fils profite de toutes les longueurs d'avance que puisse conférer une bonne éducation — collège classique, université, et solide base d'anglais compris.

Bélanger renvoie encore dos à dos les chantres anglo-protestants du Grand Homme et ses dénonciateurs chez les nationalistes québécois lorsqu'il le montre beaucoup plus solidaire qu'on l'aurait cru des aspirations culturelles et politiques de sa communauté d'origine, et passablement plus coulant lors de ses démêlés avec l'Église du dix-neuvième siècle. Son opposition initiale à la Confédération, sa défense de Riel, son respect pour l'autonomie des provinces et ses efforts infructueux en faveur des droits scolaires de la minorité dans le Nord-Ouest et en Ontario illustrent à quel point il tenait aux prérogatives religieuses et linguistiques de son groupe culturel. Il est aussi difficile d'entretenir l'image du pourfendeur de l'Église, sensé en avoir brisé l'empire sur l'électorat québécois lors de l'élection de 1896, lorsqu'on le voit compter parmi ses proches les évêques Énard, Bruchési et d'autres ecclésiastiques éminents qui prendront publiquement son parti. Paul CRUNICAN (1974) l'a d'ailleurs bien démontré : n'en déplaise à ses premiers biographes et aux anglo-protestants qui persistent encore à y chercher motif d'exaltation, l'élection de quatre-vingt-seize n'a pas prêté lieu à une lutte de plein front entre deux titans, Laurier et l'Église, pour gagner le cœur des Québécois. Sans compter l'influence personnelle du chef libéral auprès de certains membres du clergé, les divisions idéologiques au sein de la hiérarchie d'alors interdisaient une action concertée — donc l'application efficace de sanctions — de la part de l'Église.

On ne saurait davantage créditer au seul Laurier d'avoir emporté le Québec, château fort conservateur. Après la défaite des libéraux à l'élection fédérale de 1882, son prédécesseur à la tête des troupes, Edward Blake, avait déjà décidé que le parti pouvait faire son deuil de tout espoir de s'installer au pouvoir à Ottawa s'il n'arrivait pas à séduire le Québec. En modérant l'opposition du parti aux tarifs protectionnistes et au Canadian Pacific Railway, en fustigeant les Orangistes, en prenant la défense de Riel, et, ce qui est loin d'être négligeable, en faisant tout pour que son voisin de siège au Parlement et ami intime, Wilfrid Laurier, lui succède à titre de chef intérimaire en 1887, Blake avait préparé le terrain pour que les rouges présentent une intéressante solution de rechange au parti conservateur moribond. C'est dire que Laurier fut moins l'architecte que le bénéficiaire de la conversion du Québec au Parti libéral — la créature plutôt que le créateur d'une conjoncture historique favorable.

Tout en reconnaissant la part jouée par un giron familial fécond et des circonstances opportunes dans la carrière de l'homme, il faut se garder de mésestimer son génie politique. Ce manœuvrier aguerri connaissait l'art de se faire des amis et d'exercer l'influence. Dur au besoin, il savait aussi faire patte blanche; le gant de velours cachait une poigne d'acier trempé, comme l'ont appris à leurs dépens ceux qui compatissaient de le voir assumer, en 1887, le « pénible » rôle de « chef par intérim » d'un parti tiraillé à hue et à dia. En adoptant les positions de Blake et de sa faction modérée sur les questions culturelles et religieuses, tout en souscrivant aux positions « libre-échangistes » de sir Richard Cartwright, Laurier a sauvé la façade d'unité du parti, bloqué le retour de Blake au leadership (P. D. STEVENS, 1966: 73) et, en se rendant indispensable comme arbitre d'un *caucus* ontarien aussi nombreux que divisé, il a fini par s'imposer comme chef incontesté des libéraux sans disposer (ni même avoir besoin) d'un lieutenant canadien-anglais. (MILLER, 1972: 85.)

Laurier est resté tout aussi coriace après avoir pris le pouvoir. En 1902, par exemple, quand s'est mise à courir la rumeur selon laquelle son imprévisible ministre des Travaux publics, ancien *Tory* et directeur de la campagne libérale au Québec, Israël Tarte, était la véritable force derrière le gouvernement, le Premier ministre cloua brusquement le bec aux critiques en le mettant à la porte du cabinet: on verrait bien qui était maître! Peu après, croyant pouvoir profiter des problèmes de santé qui retenaient son chef en Europe après la Conférence coloniale de 1902, Tarte amorça une grossière manœuvre pour prendre sa place. À son retour, Laurier le répudia à jamais et entreprit aussitôt de remporter la prochaine élection fédérale au Québec, malgré l'opposition de Tarte... et passa comme une balle. Désormais, on saurait qui était le patron!

Selon James Colvin, Laurier était capable d'abattre plus gros gibier encore. (J. A. COLVIN, 1954: 375.) La même année (1902), il avait pris en mire le puissant Secrétaire d'état aux colonies de l'Empire britannique, l'archi-impérialiste Joseph Chamberlain, en l'encourageant sournoisement à miser sa carrière sur l'adoption d'un tarif préférentiel impérial et, du coup, à se casser les reins. Comptant sur l'aide du Canadien, Chamberlain démissionna du cabinet anglais pour se lancer corps et âme dans une campagne d'appui à la cause de sa vie et mina à jamais ses chances (pourtant prometteuses) d'avancement politique en Grande-Bretagne, tandis que, resté impassible, Laurier sifflait dans les coulisses. Aigri par l'aventure, l'ex-Secrétaire aux colonies avisera le Gouverneur général du Canada, lord Minto, que Laurier n'était pas le partenaire idéal avec qui partir à la chasse au tigre. En tout cas, il savait manifestement se servir du pouvoir et tirer les ficelles.

L'étude de Bélanger se démarque également des biographies précédentes du chef libéral en ce qu'elle ne se contente pas de raconter des tractations politiques et de suivre l'évolution des relations entre Canadiens français et Canadiens anglais. Les quinze ans de règne de Laurier coïncident avec une période de

croissance et de transformation socio-économiques sans précédent au pays. Le Canada prend alors « irrévérablement » le virage urbano-industriel ; sa composition ethnique se diversifie ; son centre de gravité commence à glisser vers l'Ouest (quand Laurier meurt, un Canadien sur cinq est né à l'étranger et un sur deux habite en ville).

Parti d'une philosophie politique « libéraliste », au sens classique du terme, Laurier ne s'est pas facilement adapté aux exigences du changement. La propriété publique des chemins de fer lui répugnait, tout comme les appels chauvins aux restrictions à l'immigration (telles que l'imposition d'une taxe capitale aux immigrants chinois) ; c'est à son corps défendant qu'il dut s'accommoder de la création d'un ministère du travail (avec les conséquences que cela supposait en matière d'intervention étatique) ou d'une réforme de la fonction publique. Sous la pression de l'opinion, mais sans plus d'enthousiasme, il se vit forcé de piloter des lois qui resserraient les conditions d'entrée au pays, imposaient le repos dominical et régentaient les paris sur les courses de chevaux. Mais il ne céda pas aux clameurs ambiantes sur la prohibition de l'alcool (vente ou consommation). Le seul point sur lequel son gouvernement dérogea de bon gré au libéralisme pur et dur fut celui de la conservation des ressources : il convoqua une conférence sur la protection et la gestion de la forêt, et créa une commission de conservation présidée par son ancien ministre de l'intérieur, le redoutable Clifford Sifton.

Tout pragmatiste qu'il fût, Laurier s'est tellement braqué contre les visées collectivistes des progressistes canadiens et leurs désirs de créer ici une société rationnellement ordonnée par la grâce de l'État qu'il en finit par abandonner à ses adversaires, tant du côté français que du côté anglais, sa clientèle privilégiée des classes moyennes urbaines alors en pleine croissance, au point de jeter dans les bras les uns des autres, pour la seule fin de le terrasser, des compères aussi peu naturels que les nationalistes de Henri Bourassa et les conservateurs « progressistes » de Robert Borden. En fin de compte, il dut sa perte à ces choses mêmes qui faisaient sa force : l'art d'exploiter la mésentente entre ses opposants, une formidable popularité personnelle et une prospérité économique dont il eût pourtant pu se vanter. Trop sûr de son pouvoir, sous-estimant celui de ses adversaires, aveugle à l'hémorragie des barons indépendants au sein de son Conseil des ministres et à la faiblesse de leurs remplaçants, sans souci pour l'organisation de ses arrières partisans, il commit enfin l'erreur de s'attendre à être payé de retour pour services rendus aux élites établies.

Bélanger ne s'en tient pas à la vie publique de Laurier. Il s'intéresse aussi à sa vie privée, mais en évitant heureusement les travers spéculatifs de certains efforts récents de vulgarisation, comme celui de Sandra GWYN (1984) ou la série d'émissions de Radio-Canada, *Wilfrid Laurier*, qui moussent, bien au-delà de ce que les sources autorisent, l'intimité des relations du Premier ministre avec madame Émilie Lavergne, la femme de son associé dans un cabinet d'avocats à

Arthabaska. Marc LaTerreur, qui porta le premier à l'attention publique la correspondance personnelle entre Wilfrid et Émilie (une dame par ailleurs aussi charmante qu'intelligente), n'y trouva rien qu'un échange des plus platoniques où les affinités philosophiques et littéraires comptaient plus que les attraits libidineux. (M. LATERREUR, 1964.) Le livre de Bélanger a beau découler d'une étroite collaboration au téléfeuilleton précité, il rejoint quand même les conclusions de LaTerreur à ce sujet.

La plupart des biographes de Laurier étaient portés à clore leur récit sur sa défaite de 1911, quitte à rappeler son rôle lors de l'amère et tragique Crise de la conscription de dix-sept. Bélanger, au contraire, le suit de près durant ses sept ans d'Opposition et fournit beaucoup de renseignements sur cette période négligée. Malgré ses soixante-dix ans, Laurier est resté superbe dans la défaite, plein de ressort, énergique, entêté même. Alors que bien des hommes de son âge, après un aussi long service, eussent songé à démissionner, il est resté au poste, ambitieux de réorganiser son parti et de lui donner un programme adapté aux conditions inédites créées par l'urbanisation et l'industrialisation. (De fait, le fameux programme libéral de 1919 qui annonçait l'État de Bien-Être lui doit beaucoup plus qu'on ne l'estime parfois chez les historiens.) (D. HARFLETT, 1975.) Sans perdre de temps, il mit de côté le désastreux engagement de son parti en faveur du « libre-échange » et sa politique navale fort contestée, pour se concentrer plutôt sur les problèmes socio-économiques plus pressants coïncidant avec le début de la sévère (et trop souvent oubliée) récession de 1913-1915. La hausse du coût de la vie, le slogan « Free Food Forever ! » servirent de cris de ralliement populaire aux libéraux. Combatif, redoutable en débat, Laurier houspilla les Bleus de Borden à chaque détour en n'hésitant pas à compter, au besoin, sur l'assistance d'un Sénat dominé par les Rouges. Les observateurs politiques de l'époque étaient, non sans motif, convaincus que cette stratégie — conjuguée avec le sombre climat économique, la corruption des *Tories* et leur incurie à la direction de l'effort de guerre, la désaffection des nationalistes de Bourassa, et la défaite de gouvernements conservateurs apparemment solides au Manitoba et en Colombie-Britannique — aurait reporté le chef libéral au pouvoir si la Crise de la conscription n'était venue brusquement modifier l'échiquier politique canadien.

Borden lui coupa l'herbe sous le pied en prenant inopinément, au printemps de 1917, la décision de former un gouvernement d'union « bipartisan » afin de décréter une levée de troupes pour le corps expéditionnaire canadien. Laurier déclina l'invitation d'y participer à cause du refus de Borden de consulter l'électorat (par scrutin ou référendum) avant d'agir. Non seulement avait-il solennellement promis de ne jamais imposer la conscription sans appel préalable au peuple, mais l'attitude de Borden heurtait profondément ses principes libéraux. En en faisant une affaire de conscience et en s'interdisant d'imposer sa volonté au *caucus* — voire d'essayer d'y convaincre les indécis — Laurier laissa

ses députés libres de soutenir la conscription et le gouvernement d'union, une occasion dont bon nombre profitèrent pour diverses raisons. Devant la situation critique sur le front de l'Ouest après l'hécatombe de la bataille de la Somme, les mutineries lézardant l'armée française, les troubles similaires du côté des Britanniques, le fléchissement de la fibre combative des Russes après la Révolution d'octobre et leur retrait subséquent, beaucoup de Canadiens anglais, pour qui le conflit mondial avait fini par prendre l'aspect d'une croisade morale en plus de fournir l'occasion de mettre le Canada sur la carte du monde, se persuadèrent qu'il fallait suspendre ici les rivalités partisans dans un ultime coup de cœur pour remporter la victoire outre-mer et prouver l'honneur du pays. Les libéraux de gauche sympathiques aux appels de ralliement croyaient que la guerre et le gouvernement d'union amélioreraient les chances d'adoption de leur programme législatif à caractère social. Ce en quoi ils ne se trompaient pas entièrement puisque, une fois purgé de ses éléments conservateurs les plus réactionnaires, le gouvernement de Borden fit rapidement voter plusieurs lois chères aux progressistes des deux bords de la Chambre, incluant l'affranchissement électoral des femmes, la nationalisation des chemins de fer, un impôt sur le revenu, un ministère de la santé et la réforme de la fonction publique.

Il est dommage que la partie consacrée à cette crise soit la plus faible du livre. Bélanger se rabat alors sur des poncifs fatigués et simplificateurs qui détonnent devant la subtilité, la pondération et l'approche nuancée des autres chapitres. Tout est ramené à cette évidence où se réfugie si couramment l'historiographie canadienne: le conflit anglais / français. Bien que nul ne songerait à nier que le Canada français ait perçu la Crise de la conscription comme une attaque en règle ou que les extrémistes canadiens-anglais en aient profité pour raviver les braises des vieilles querelles « ethnoreligieuses », on peut difficilement la réduire en entier à une simple tentative pour « remettre les Canadiens français à leur place ». Ceux qui ont participé au gouvernement d'union ou voté pour la conscription l'ont souvent fait pour bien d'autres raisons, que ce soit la conviction sincère que la guerre l'exigeait ou pour servir une idéologie progressiste. Il faut également se rappeler que si leur programme progressiste, collectiviste et teinté de xénophobie a pu, sous maints aspects et par inadvertance, menacer les aspirations culturelles des Canadiens français, ce n'était pas là son premier objectif ; ses principales victimes n'en furent d'ailleurs pas ceux-ci mais les minorités ethniques, surtout celles qui provenaient des régions occupées par l'Allemagne et l'Autriche, et qu'on assimilait à une « cinquième colonne » potentielle. Ce sont, après tout, les journaux de ces gens-là qui ont subi une censure de guerre plus sévère que la presse d'expression anglaise ou française ; ce sont leurs langues maternelles qu'on finira par interdire, et leurs propriétés qui seront confisquées par le Custodian of Enemy Alien Property, sinon simplement saccagées par de soi-disant bandes d'honnêtes patriotes ; et c'est leur droit de recours à la protection des tribunaux qui sera suspendu — tout cela au nom de la sécurité nationale. Enfin, tous les Canadiens nés dans des

régions ou des territoires ennemis, et naturalisés après 1902, perdirent leur droit de vote sous l'empire de la *Loi sur les élections en temps de guerre*, adoptée en 1917.

Cette élection, d'ailleurs, ne saurait non plus être simplement résumée en un affrontement entre Canadiens français et Canadiens anglais. Songeons aux passions soulevées par la conscription, au « désaffranchissement » des immigrés issus des zones étrangères ennemies (la plupart gagnés aux libéraux), au nouvel influx des femmes habilitées à voter en vertu d'un lien de parenté avec des hommes sous les drapeaux, et à la manipulation éhontée du vote des soldats (sous l'œil menaçant et vigilant d'officiers supérieurs si l'on osait renoncer à ce que son appui soit automatiquement concédé au candidat unioniste le moins assuré de l'emporter). Dans de telles conditions, ce n'est pas la défaite du parti divisé de Laurier qui étonne, mais bien plutôt qu'il ait quand même reçu 40% du vote exprimé. Ceux qui tiennent à n'y reconnaître qu'une confrontation « interethnique » ont le fardeau d'expliquer le comportement électoral de provinces anglophones comme la Nouvelle-Écosse, où le score des rouges fut de 45,5% malgré le fait que plusieurs gros canons favorables à la conscription y aient été concentrés : Borden lui-même, le Premier ministre ; W. S. Fielding, l'ancien lieutenant de Laurier ; et l'incroyable Premier ministre libéral de la province, George M. Murray — tous fils du pays — sans parler de l'effet qu'a pu avoir sur l'électorat la gigantesque explosion d'Halifax, onze jours avant, dont les 1 600 morts ont fait plus que toute autre chose pour rapprocher la guerre européenne des rives canadiennes atlantiques, bien sûr. Dans les provinces maritimes voisines de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick, les libéraux ont décroché, respectivement, 50, 2% et 40% du vote. Qu'ils aient aussi bien réussi, alors que les dés étaient pipés contre eux, montre à quel point la popularité personnelle de leur chef pouvait enjamber les clivages culturels et géographiques.

Laurier respectait chez les autres la liberté de conscience dont il se réclamait lui-même. Libre de tout esprit revanchard, il conservera des relations amicales avec bien des gens que ses inconditionnels tenaient pour avoir trahi le vieil homme alors qu'il passait par la pire épreuve de sa vie. En plein cœur de l'élection la plus sale de l'histoire de la Confédération, abandonné par ses amis, victime de l'incompréhension et de la vindicte populaires, il préférera s'élever au-dessus du mépris, de la violence et des attaques personnelles, passer l'éponge et plaider auprès de ses partisans pour qu'ils renoncent à l'amertume en leur rappelant que « la foi vaut mieux que le doute, et l'amour, que la haine ». Groulx le concédera lui-même : il y avait du Ghandi chez Laurier. (L. GROULX, 1970 : 324.) Premier à donner l'exemple, le vieux chef libéral consacra les dernières années de sa vie à réparer les fissures de son parti, facilitant le retour au bercail des fils prodiges sans poser ni questions ni conditions, prêt à passer les rênes du leadership de bon gré, y compris à quelqu'un comme W. S. Fielding, un de ceux qui l'avaient abandonné dans la tourmente. Mais la mort du lion d'Arthabaska,

en février 1919, était encore trop cuisante à la mémoire de ses disciples — surtout ceux des Maritimes et du Québec — quand, six mois plus tard, vint le temps d'élire un nouveau chef lors d'un congrès que le trépassé lui-même avait convoqué pour refaire l'harmonie du parti autour d'une direction et d'un programme neufs: c'eût été à leurs yeux un véritable sacrilège de laisser quiconque avait trahi leur regretté et bien-aimé leader durant l'élection de 1917 hériter de la couronne de Laurier. Si celui-ci était devenu une institution nationale de son vivant, sa mort le propulsera au panthéon mythique, assez pour que son successeur, Mackenzie King (fort porté, comme l'on sait, sur la communication directe avec ses saints personnels ou politiques passés dans l'Au-delà) sollicite périodiquement l'avis et les conseils du défunt Premier ministre par les bons soins d'un médium favori. (C. P. STACEY, 1976: 179.)

Quoique sa biographie de Laurier soit manifestement destinée à un vaste public, Bélanger ne se contente pas d'y faire une synthèse plaisante, bien informée et bien écrite, des sources secondes accessibles. Il s'est aussi appuyé sur les travaux historiographiques les plus à jour et a fouillé les sources premières pour fournir une évaluation pondérée et judicieuse du personnage, en ajoutant à ce qu'on savait et en corrigeant nombre d'erreurs passées, de fait ou d'interprétation. Mais ce n'est pas encore le grand ouvrage savant, définitif, bardé de renvois et de citations, tant attendu par les spécialistes. Cette formidable tâche reste encore à accomplir. Personne, toutefois, n'est mieux placé pour s'y attaquer que l'auteur de *Wilfrid Laurier. Quand la politique devient passion*.

Carman MILLER

*Département d'histoire,
Université McGill.*

BIBLIOGRAPHIE

- CLIPPINGDALE, Richard, *Laurier: His Life and World*, Toronto et Montréal, McGraw Hill/1979 Ryerson, 224 p.
- COLVIN, James A., *Sir Wilfrid Laurier and the Imperial Problem, 1896-1909*, London, Université de 1954 London, 421 p., (thèse de doctorat non publiée).
- CRUNICAN, Paul, *Priests and Politicians: Manitoba Schools and the Election of 1896*, Toronto, 1974 University of Toronto Press, [xii] 369 p.
- DAFOE, John Wesley, *Laurier. A Study in Canadian Politics*, Toronto, T.-Allen, 182 p. 1922
- DAVID, Laurent-Olivier, *Laurier: sa vie, ses œuvres*, Beauceville, L'Éclaireur, 268 p. 1919

- GROULX, Lionel, *Mes mémoires*, Montréal, Fides, tome I, 437 p.
1970
- _____ *Mes mémoires*, Montréal, Fides, tome II, 418 p.
1971
- GWYN, Sandra, *The Private Capital: Ambition and Love in the Age of Macdonald and Laurier*,
1984 Toronto, McClelland et Stewart, 514 p.
- HARFLETT, Deborah, *The Public Career of Adam Kirk Cameron, 1874-1967*, Montréal, Université
1975 McGill, 243 p., (thèse de maîtrise non publiée).
- LATERREUR, Marc, « Correspondance. Laurier-Mme Joseph Lavergne, 1891-1893 », *Rapport*,
1964 Société historique du Canada: 37-51.
- MILLER, Carman, « Mowat, Laurier and the Federal liberal party, 1887-1897 », dans: Donald
1972 SWAINSON (éd.), *Oliver Mowat's Ontario*, Toronto, Macmillan du Canada, 235 p.
- NEATBY, H. Blair, *Laurier and a Liberal Québec. A Study in Political Management*, Toronto,
1973 McClelland et Stewart, 244 p.
- ROBERTSON, Barbara, *Wilfrid Laurier, The Great Conciliator*, Toronto, Oxford University Press,
1971 160 p.
- SCHULL, Joseph, *Laurier. The First Canadian*, Toronto, Macmillan, 658 p.
1965
- SKELTON, Oscar Douglas, *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, Toronto.
1921
- STACEY, C. P., *A Very Double Life*, Toronto, Macmillan of Canada, 256 p.
1976
- STEVENS, Paul Douglas, *Laurier and the Liberal Party in Ontario*, Toronto, Université de Toronto,
1966 424 p., (thèse de doctorat non publiée).